

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° CVE/389 • 22 5538

TITRE : Travaux d'intervention pour la réduction des pertes dans le réseau d'approvisionnement et l'amélioration du système d'adduction et des principales canalisations de distribution sur l'île de Maio (Travaux)

dans le cadre du Programme CVE/389 financés sur des ressources des gouvernements de la République du Cabo Verde et du Grand-Duché de Luxembourg

Cet avis est lancé par et selon les procédures de l'agence luxembourgeoise pour la Coopération au développement (Lux-Development), pour le compte du Programme CVE/389 recevant un appui financier des gouvernements de la République du Cabo Verde et du Grand-Duché de Luxembourg.

1. Identification et financement du Projet

- a) Intitulé : CVE/389 – Eau et Assainissement
- b) Source de financement : Le Gouvernement de la République de Cabo Verde et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg comme défini dans le Protocole du Programme CVE/389 du 12 janvier 2022.
- c) Situation du financement : Approuvé

2. Identification du Marché

- a) Type de marché : Travaux
- b) Objet : **Travaux d'intervention pour la réduction des pertes dans le réseau d'approvisionnement et l'amélioration du système d'adduction et des principales canalisations de distribution sur l'île de Maio**
- c) Numéro : CVE/389 • 22 5538
- d) Nombre de lots : 1 (un)
- e) Groupement de lots : N/A

3. Critères d'éligibilité et d'évaluation

- a) Origine : pas de restriction
- b) Éligibilité : les entreprises qui satisfont aux critères inclus dans la déclaration sur l'honneur et dans les clauses déontologiques de la réglementation générale
- c) Évaluation : l'offre administrativement et techniquement conforme la moins disante sera déclarée attributaire
- d) Variantes : N/A

4. Lieux et délais

- a) Localisation du projet : Cabo Verde – île de Santiago - Praia
- b) Lieux d'exécution du marché : île de Maio
- c) Délai d'exécution du marché : 5 mois
- d) Délai de validité des offres : 90 jours à compter de la date limite pour la réception des offres

5. Définitions

- a) Pouvoir adjudicateur : Lux-Development
- b) Autorité contractante : AEM - Águas e Energia do Maio, S.A
- c) Bénéficiaire : AEM - Águas e Energia do Maio, S.A
- d) Superviseur : sera désigné ultérieurement

- e) Bailleur de fonds : Grand-Duché de Luxembourg
- f) Représentant du bailleur de fonds : Lux-Development

6. Dossier d'Appel d'Offres (DAO)

- a) Type : appel d'offre ouverte, à prix unitaires fermes et non révisables

- b) Conditions d'acquisition : le DAO peut être acquis gratuitement par e-mail :

Email : carla.santos@luxdev.lu c/c ines.pereira@luxdev.lu

- c) Notifications et communications écrites, à envoyer par email à :

carla.santos@luxdev.lu
c/c mauro.lupo@luxdev.lu

- d) Date limite pour les demandes d'informations complémentaires : 14 jours avant la date limite de réception des offres
- e) Date limite pour la fourniture d'explications aux soumissionnaires : 8 jours avant la date limite de réception des offres

7. Langue, monnaie, réception et ouverture des offres

- a) Langue : La langue de la procédure est le français. Toutefois, certains documents techniques et administratifs (CST) des soumissions ainsi que le BPU/QE peuvent être présentés en portugais.
- b) Monnaie : Euro (EUR)
- c) Adresse pour la réception et l'ouverture : 1 original et 2 copies papier et 1 copie sur clé USB, à envoyer au :

Lux-Development Bureau Cabo Verde
Edifício da Embaixada do Grão-Ducado de Luxemburgo
C.P. 458
Quebra Canela – Praia

- d) Date et heure limite pour la réception des offres : **07.02.2023 à 10h00** (heure locale)
- e) Date et heure pour la séance publique d'ouverture : **07.02.2023 à 10h30.**

8. Garanties

- a) Garantie de soumission : N/A
- b) Garantie de bonne exécution : 10 % du montant du Marché
- c) Autres : voir DAO

9. Paielements

Tous les paiements éligibles dans le cadre du présent marché seront effectués par Lux-Development pour le compte du Programme CVE/389.

10. Réunion d'information et/ou Visite des lieux

N/A

11. Prestations complémentaires ou additionnelles

Le présent marché ne prévoit pas d'acquisition de biens complémentaires ou additionnels. En cas d'acquisition de biens complémentaires ou additionnels (non prévue initialement), leur valeur sera limitée à maximum 50 % du montant du Marché initial.

12. Renseignements complémentaires : voir DAO